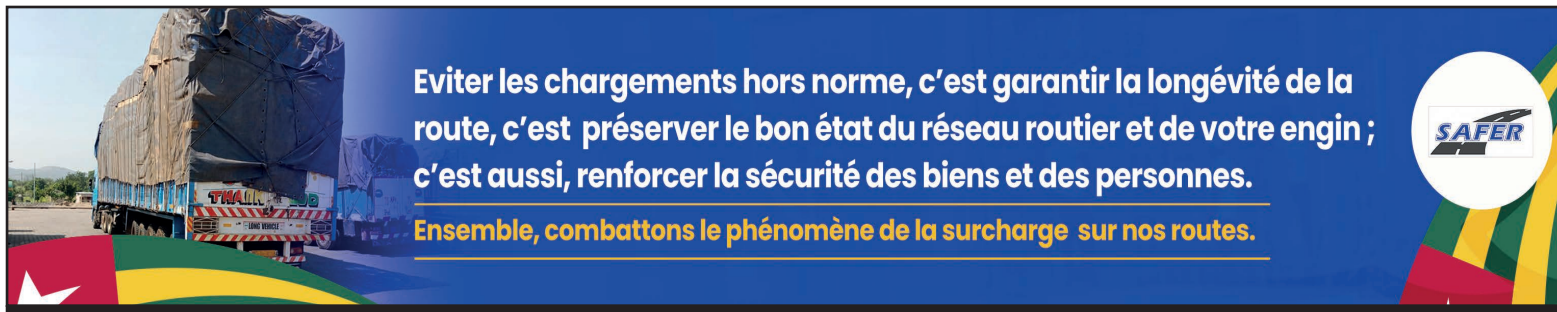


**Ralentissement de l'activité économique au 3e trimestre 2023, au Cameroun**

P.6

(Investir au Cameroun) - Dans sa récente analyse sur les comptes nationaux trimestriels publiée le 19 février 2024, l'Institut national de la statistique (INS) indique que le troisième trimestre de l'année 2023 est marqué par un ralentissement de l'activité économique, traduit par une croissance du PIB de 2,5% par rapport au trimestre correspondant en 2022. «Avec une croissance de 3% et une contribution de 1,5 point à la croissance du PIB, le secteur tertiaire demeure néanmoins le moteur de la croissance à fin septembre 2023», précise le rapport. Ce rythme de croissance, explique l'INS, est en...



Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)

Prix: 300F cfa

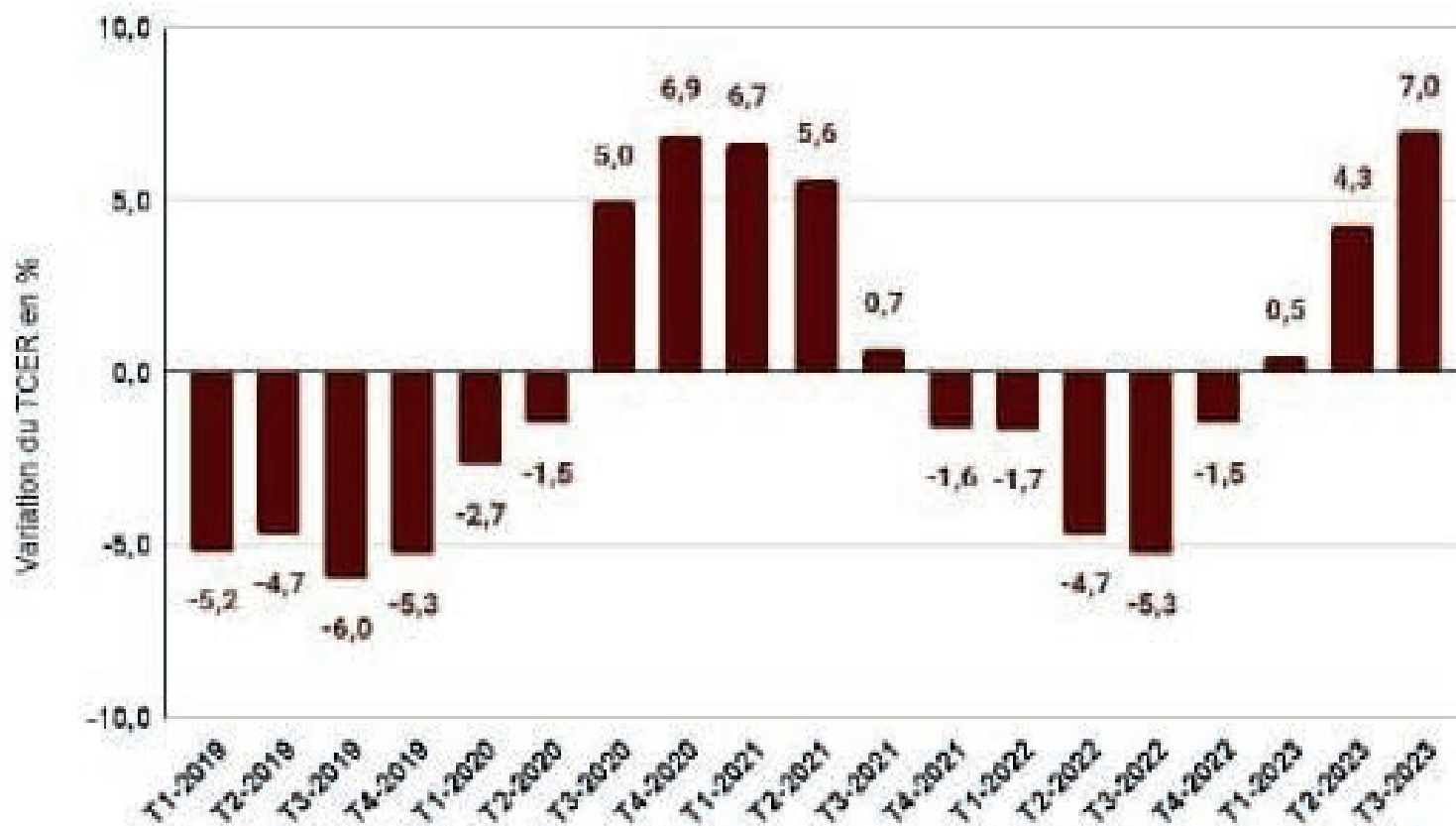
**ECO & FINANCES**  
 Journal des entrepreneurs  
 Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

**UEMOA**

Page 3

**Progression de 7,0%**  
 du taux de change effectif réel au 3ème trimestre 2023

Graphique 11 - Évolution du TCER (par rapport à la même période de l'année précédente)



Source: BCEAO

(-) pour le gain et (+) pour la perte de compétitivité.

Le tableau, ci-après, présente les gains (-) ou

les pertes (+) de compétitivité globale vis-à-vis des groupes de partenaires.

**DÉVELOPPEMENT DES CLAC AU TOGO**

**L'OIF injecte plus de 450 millions de FCFA**

Une injection significative de fonds par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) alimente l'expansion des Centres de Lecture et d'Animation Culture...

Page 4

**STIMULER LE DÉVELOPPEMENT EN AFRIQUE**

**L'importance stratégique de la BAD mis en avant par le Vice-ministre Japonais des Finances**

Masato Kanda, vice-ministre japonais des Finances chargé des affaires internationales, a effectué une visite historique au siège de la Banque africaine de développement à Abidjan. Cette première pour un responsable japonais de son...

Page 2

**CONSTRUCTION DE PUIXS DE FORAGE POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL AU TOGO**

Le ministre d'Etat, Yark Damehame lance les travaux de la phase 5 du programme Saoudien à Sotouboua

Page 7





Stimuler le développement en Afrique

## L'importance stratégique de la BAD mis en avant par le Vice-ministre Japonais des Finances

*Masato Kanda, vice-ministre japonais des Finances chargé des affaires internationales, a effectué une visite historique au siège de la Banque africaine de développement à Abidjan. Cette première pour un responsable japonais de son rang a souligné l'engagement du Japon à établir des partenariats cruciaux pour stimuler le développement à travers le continent africain.*

Joël JAY

Accompagné d'assistants et de conseillers, M. Kanda a tenu des entretiens avec le président du Groupe de la Banque, Akinwumi Adesina, et Takaaki Nomoto, administrateur du Groupe de la Banque pour le Japon, le Brésil, l'Argentine, l'Au-

triche et l'Arabie saoudite. Il a exprimé la volonté du Japon de continuer à soutenir les efforts de la Banque pour réduire la pauvreté et renforcer la résilience face aux défis mondiaux. M. Kanda a souligné l'importance stratégique croissante de la Banque africaine de développement sous la direction d'Akinwumi Adesina, en mettant en avant les

défis mondiaux tels que la réduction de la pauvreté, la lutte contre le changement climatique et les besoins massifs en infrastructures. Il a déclaré que le Japon est déterminé à aider la Banque à relever ces défis humains. Akinwumi Adesina a salué les contributions substantielles du Japon, mentionnant une somme importante de 604 millions de dollars au

Fonds africain de développement et plus de 421 millions de dollars sous forme de prêts concessionnels. Les discussions ont également abordé des approches innovantes de financement, telles que le capital hybride et les droits de tirage spéciaux, visant à accroître l'impact de la Banque.

La visite de M. Kanda a coïncidé avec la fête nationale du Japon, et Akinwumi Adesina a exprimé son honneur en tant que première visite d'un vice-ministre des Finances japonais au siège de la Banque africaine de

développement. Il a souligné les progrès de la coopération financière lancée en août 2022, couvrant la période 2023-2025, ainsi que l'écosystème d'investissement co-créé lors de la 8e Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique.

Cette visite historique et les initiatives conjointes illustrent une collaboration fructueuse entre le Japon et la Banque africaine de développement, soulignant l'importance stratégique de cette coopération dans le contexte mondial actuel.

Favoriser le Renminbi et le Rouble

## La Corée du Nord s'éloigne du Dollar américain

*La Corée du Nord, dirigée par Kim Jong-un, manifeste son désir de dédollariser son économie en faveur du renminbi chinois et du rouble russe, selon des sources officielles. Cette démarche s'inscrit dans la lignée de ses partenaires économiques, la Chine et la Russie, tous deux membres des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud).*

Joël JAY

En 2023, le won nord-coréen a montré une stabilité relative face au dollar américain, tandis que le renminbi chinois a enregistré une progression notable de 10% vis-à-vis de la devise de Pyongyang. La Chine, principal partenaire commercial de la Corée du Nord avec 90% des échanges, favorise déjà les transactions

en renminbi, accentuant ainsi le besoin de cette monnaie pour les paiements entre les deux pays, où les rapports commerciaux sont déséquilibrés. Les relations économiques et diplomatiques entre Pyongyang et Moscou ont également pris de l'ampleur depuis la pandémie, ouvrant la voie à une possible introduction du rouble en Corée du Nord. L'importation de

106 000 barils de pétrole russe en 2023 est un exemple concret de cette coopération croissante.

Dans le cadre de sa politique économique, le leader Kim Jong-un cherche à stabiliser le won nord-coréen avant le congrès du parti des travailleurs prévu en 2025. Des mesures telles que la fermeture de bureaux de change et la confiscation de devises ont été mises en place pour encourager l'utilisation des banques sous le contrôle du régime. Cependant, la population reste méfiante envers ces institutions, préférant les échoppes de changeurs de rue.

Le dollar américain et le ren-

minbi continuent d'être privilégiés par les particuliers en raison de leur stabilité, offrant la possibilité d'acquiescer des biens de consommation indisponibles en won nord-coréen. Les défis économiques du pays, marqué par un déficit commercial structurel, ont conduit à des pratiques illégales telles que le vol de cryptomonnaies et la contrefaçon de billets pour financer les dépenses militaires.

Dans un discours en janvier, Kim Jong-un a annoncé une nouvelle dynamique de développement régional pour la prochaine décennie, soulignant les ambitions de croissance du pays. Cependant, la

banque centrale de Corée du Sud estime une légère baisse de l'activité économique en Corée du Nord, en contraste avec la reprise mondiale post-pandémique. La valeur du won nord-coréen reste en question sur les marchés étrangers, étant donné le risque politique et les provocations régulières du pays.

La Corée du Nord se positionne de manière délibérée contre le dollar américain, cherchant à renforcer ses liens avec la Chine et la Russie tout en stimulant sa propre monnaie. Les prochains développements économiques dans la région seront à surveiller attentivement.

**superamco**  
Les courses faciles

**ECO & FINANCES**  
Quotidien Economique du Togo- REC N° 0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC

Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières  
Email: [ecofinances.infos@gmail.com](mailto:ecofinances.infos@gmail.com)  
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC  
Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES  
N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054  
Site web: [www.ecoetfinances.com](http://www.ecoetfinances.com)  
Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derriere l'ecole cour lumière  
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE  
00228 90 05 05 08

### Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO  
00228 90 90 49 83

### Rédacteurs

Keziah KPATIDE  
Patience SALLAH  
Yves ATCHANOUVI  
Kodji GATOR JOE

### Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

### Graphiste

Stan AZIATO  
91 77 02 74

### Imprimerie

ECO & FINANCES  
Tirage: 3000



UEMOA

# Progression de 7,0% du taux de change effectif réel au 3ème trimestre 2023

Au cours du troisième trimestre 2023, le taux de change effectif réel a connu une augmentation de 7% par rapport à la même période de l'année précédente, résultant d'une appréciation du taux de change effectif nominal de 12,3% atténuée par un différentiel d'inflation favorable de 5,3 points de pourcentage. C'est ce qui ressort du rapport sur la politique monétaire récemment rendu public par la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

**Bernard AFAWOUBO**

Selon l'institution financière, cette évolution, qui traduit une perte de compétitivité pour l'Union, est en ligne avec une appréciation du taux de change effectif nominal de 12,3%, atténuée par un différentiel d'inflation favorable à l'Union de 5,3 points de pourcentage.

L'évolution du taux de change effectif nominal au troisième trimestre 2023 traduit notamment l'appréciation, en

rythme annuel, du franc CFA par rapport au naira (+96,6%), à la livre turque (+61,5%), au cedi (+48,8%), au rand sud-africain (+18,3%), au yuan chinois (+14,3%), à la roupie indienne (+12,0%) et au dollar américain (+8,1%).

En revanche, la monnaie de l'Union s'est dépréciée, en rythme annuel, par rapport au franc suisse (-1,2%).

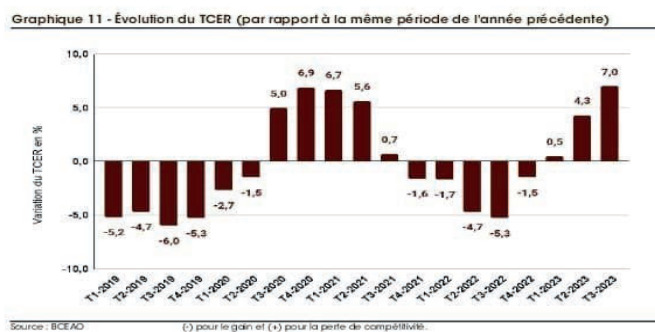
S'agissant du taux d'inflation dans l'Union, il est ressorti à 2,9% au troisième trimestre 2023 contre 8,2% en

moyenne dans les pays partenaires. En particulier, pour les partenaires limitrophes tels que le Nigeria et le Ghana, l'inflation est restée à des niveaux très élevés au cours du trimestre sous revue atteignant respectivement 26,7% et 38,1% en septembre 2023. Le taux de change effectif est le taux de change d'une zone monétaire, mesuré comme une somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents.

On mesure le taux de change effectif nominal avec les parités nominales (sans prendre donc en compte les différences de pouvoir d'achat entre les deux devises), et le taux de change effectif réel, avec la prise en compte pour ce dernier des indices de prix

et de leurs évolutions.

Exemple : Le taux de change effectif nominal de l'euro pour la France est une moyenne pondérée (la pondération étant spécifique à la France) des taux de change de l'euro par rapport aux monnaies des pays concurrents d'une zone donnée (OCDE par exemple). La pondération du taux de change par rapport à un pays de la zone tient compte de la part de marché de la France dans ce pays et des parts de marché de ce pays et de la France dans chacun des marchés tiers. Le taux de change effectif réel de l'euro pour la France tient compte, outre le taux de change, du rapport des prix à l'exportation de la France avec les pays concurrents de la zone considérée. Une hausse du taux de change effectif nominal (resp. réel) correspond à une dégradation de la compétitivité change (resp. prix).



62. Le tableau, ci-après, présente les gains (-) ou les pertes (+) de compétitivité globale vis-à-vis des groupes de partenaires.

## Financement de la dette pétrolière

# Syndication majeure de \$123,500,000 millions entre EquityBCDC, Ecobank RDC, FirstBank DRC SA, Standard Bank et le Gouvernement Congolais

Pour la première fois dans l'histoire financière de la République démocratique du Congo (RDC), quatre prestigieuses banques locales, EquityBCDC, FirstBank DRC, Ecobank RDC et Standard Bank, se sont associées pour faire face aux difficultés de la dette du pays envers les compagnies pétrolières. Elles ont réalisé une syndication historique de 123,5 millions de dollars américains grâce à un accord de collaboration appelé «Club Deal». Cette initiative révolutionnaire marque une étape cruciale dans le développement du système financier congolais et ouvre de nouvelles perspectives prometteuses.

L'accord mettant en œuvre une remarquable collaboration entre les quatre principales banques commerciales et trois ministères clés (l'Économie Nationale, les Hydrocarbures et les Finances) est centré sur la restructuration de la dette publique. Cette initiative innovante repose sur une structure originale soutenue par la parafiscalité pétrolière, témoignant ainsi d'une approche visionnaire et pragmatique pour faire face aux défis financiers actuels.

L'objectif principal de cette collaboration est le refinancement des arriérés des subventions sur les prix pétroliers accordées par l'État afin de préserver le pouvoir d'achat de la population, en particulier pendant la période de grande vola-

tilité des prix des produits pétroliers en 2022, suite à la crise en Ukraine.

Cette synergie entre les banques et les ministères témoigne d'un engagement commun en faveur de la stabilité économique et du bien-être des citoyens. En agissant tel un stimulant, cet accord apporte un soutien vital aux entreprises pétrolières et logistiques, qu'elles soient de grande envergure ou indépendantes, dans les régions Ouest, Sud et Est. Il permettra non seulement la redynamisation de leurs activités, mais aura également des répercussions positives sur des secteurs interdépendants tels que le transport et l'industrie.

Les parties prenantes expriment leur confiance dans cette collaboration sans précédent et son potentiel à catalyser un

développement économique durable en RDC. Cet accord marque un pas significatif vers la consolidation du secteur financier congolais et renforce la position du pays en tant que centre économique émergent en Afrique.

### A propos de EquityBCDC

EquityBCDC est une filiale d'Equity Group (EGH) Holdings Plc, à la suite de l'acquisition de la majorité des actions de la BCDC par EGH en juillet 2020. La banque est présente en RDC depuis 1909. Equity BCDC facilite l'accès aux services bancaires pour tous et finance les Micro, Petites, Moyennes et Grandes Entreprises, notamment à travers des produits et services financiers

inclusifs qui épanouissent socialement et économiquement les consommateurs, les entreprises et les communautés. La vision d'Equity BCDC est d'être le champion de la prospérité pour les peuples d'Afrique en transformant les vies, en apportant la dignité et en offrant des opportunités de création de richesse.

### A propos de FirstBank DRC SA

La FirstBank DRC SA, précédemment connue sous le nom de FBNBank DRC SA, est considérée comme l'une des institutions bancaires les plus prestigieuses de la RDC. Depuis 1994, elle joue un rôle essentiel dans le développement économique du pays. Malgré les nombreux changements qu'elle a traversés au fil des ans en RDC, elle est restée solide, fiable et dynamique. En tant que filiale de la First Bank of Nigeria Limited, la FirstBank DRC a pour vision de devenir la banque de "Premier Choix en RDC". Présente en RDC

depuis plus de 30 ans et bénéficiant de l'expertise de plus de 130 ans de la First Bank of Nigeria Ltd, notre maison mère, FirstBank DRC est une institution financière internationale et intégrée, avec un réseau bien établi qui fournit des services et des analyses de classe mondiale avec une connaissance approfondie de la RDC. Chez nous, nous vous offrons une approche bancaire centrée sur l'humain et personnalisée. «Vous d'Abord» n'est pas seulement un slogan, c'est notre ADN et représente véritablement ce que nous offrons à nos clients. Notre priorité absolue est de fournir des services personnalisés et de haute qualité. Nous nous efforçons constamment de maintenir notre compétitivité sur le marché et de nous adapter en permanence aux besoins changeants de nos clients. Notre approche est résolument orientée vers le client et nous mettons tout en œuvre pour offrir une expérience bancaire exceptionnelle.



Développement des CLAC au Togo

## L'OIF injecte plus de 450 millions de FCFA

*Une injection significative de fonds par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) alimente l'expansion des Centres de Lecture et d'Animation Culturelle (CLAC) au Togo. Le deuxième réseau de huit nouveaux CLAC, actuellement en phase d'inauguration, bénéficie d'un financement de l'OIF à hauteur de 700 000 euros, soit plus de 450 millions de FCFA. La convention officialisant ce partenariat entre l'organisme de promotion de la langue française et les autorités togolaises a été signée en décembre 2023, comme l'a souligné le directeur du Centre National de Lecture et d'Animation Culturelle (CENALAC), Cyriaque Noussoulo.*

Joël JAY

Cette somme considérable a été déployée de manière variée, englobant l'achat de biens culturels d'une valeur dépassant les 350 millions FCFA pour les huit nouveaux CLAC, ainsi que l'acquisition d'un matériel roulant pour le CENALAC, estimé à

18,5 millions FCFA.

La première série de 12 CLAC, ouverts avant 2024 grâce à une convention de 1997, a également bénéficié de ces investissements antérieurs.

Au-delà des centres de lecture, les CLAC proposent une diversité d'activités ludiques, comprenant des jeux tels que le scrabble, les dominos, les jeux

de dames, la pétanque, et la projection de films documentaires. Cette injection de 450 millions de FCFA marque un pas significatif dans le renforcement de l'accès à la culture et à l'éducation à travers le Togo, façonnant ainsi un paysage culturel plus dynamique et inclusif.

Pour rappel, les premiers CLAC ont ouvert au Bénin, il y a une

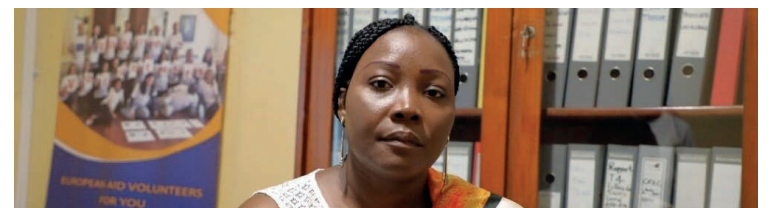
trentaine d'années. Le programme CLAC est à la fois un des plus anciens mis en place par l'Organisation Internationale de la Francophonie et un emblème qui traduit la mission éducative de l'institution. D'une manière générale, tous sont les fruits partagés de l'OIF, du ministère de la Culture et des autorités locales et municipales de chaque pays. Au Togo, déjà 12 CLAC fonctionnent et l'ouverture de 8 autres est prévue en 2024.

Tous fonctionnent – et fonctionneront – sur le même modèle : des livres et des jeux « à l'ancienne » dans une bibliothèque-salle de lecture et

d'animations et de plus en plus de propositions numériques au travers du dispositif « Bou@tic » ! Depuis 2020, les CLAC sont progressivement équipés de tablettes, ordinateurs et connexions WIFI et proposent ainsi un répertoire de ressources quasi illimité : des podcast, des émissions de TV5Monde, des journaux et bien entendu des livres « en veux-tu en voilà » ! L'OIF appuie beaucoup sur le mot « animation ». C'est pourquoi, elle prend en charge la formation des animateurs sur qui repose le lien entre le CLAC et les enfants, les parents et les établissements scolaires.

Interview

## En fin de visite d'immersion à l'ANVT, DOYIGBE Colombe 'très satisfaite'



*Le Togo est une référence en matière de volontariat. Entre autres facteurs favorisant son succès : la volonté politique, la création d'un programme transformé plus tard en agence, le dynamisme et l'innovation quotidiens du personnel de l'ANVT (Agence Nationale du Volontariat au Togo). Pour apprendre de l'expérience du Togo, plusieurs pays, à l'instar du Tchad, du Ghana, et de la Guinée... ont effectué des missions d'immersion. Le dernier à le faire est le Bénin. Une émissaire de l'AnpE (Agence nationale pour l'Emploi) du Bénin a effectué cinq (05) jours (du 19 au 23 février 2023) de mission au sein de l'ANVT. Au soir de sa visite, Colombe Doyigbe, Directrice des Ressources Humaines de l'AnpE du Bénin en charge du Volontariat fait le point. Bonne lecture !*

Qu'est-ce qui a motivé votre mission au Togo ?

Ma mission au Togo s'inscrit dans le cadre d'un benchmarking pour m'enrichir des expériences de l'ANVT et développer les compétences nécessaires à la réalisation de la mission confiée à l'AnpE Bénin dans le domaine du Volontariat.

L'AnpE Bénin, guichet unique de promotion de l'emploi, a reçu dans ce cadre, comme mission, d'accompagner et de promouvoir des programmes innovants de volontariat de développement national, assurer la participation de demandeurs d'emploi aux programmes internationaux de volontariat.

Quelles ont été les activités

essentielles menées au cours de cette visite ?

J'ai travaillé avec la Direction des Opérations à travers tous ses services, la Direction Administrative et Financière, la Direction de la Planification et du Suivi Évaluation. Cela m'a permis de comprendre le fonctionnement de ces différentes directions et les activités menées. J'ai échangé avec le Responsable de l'Audit interne pour comprendre le processus d'élaboration de la loi dans le domaine du volontariat.

J'ai eu une séance de travail avec le responsable du Centre Régional de Volontariat (CRV) de Lomé, pour appréhender la déconcentration de la gestion d'un programme de volontariat.

J'ai échangé avec un responsable d'une structure d'accueil. Les discussions m'ont permis d'apprécier l'intérêt à accueillir des volontaires, le travail d'accompagnement qui doit être mené ainsi que l'impact du volontariat sur le fonctionnement de la structure. J'ai eu l'opportunité d'échanger également avec un volontaire afin de comprendre ses motivations, ses réalités, ses difficultés tout au long de sa mission et j'ai pu aborder avec lui la question de l'après volontariat.

Qu'est-ce qui vous a le plus impressionné au cours de ces 05 jours de visite ?

Ce qui m'a le plus impressionné est le parcours du Togo dans le

domaine du volontariat et cette belle solidarité et disponibilité des collègues de l'ANVT à accompagner le Bénin dans le domaine du volontariat.

En fin de mission, que dire de vos attentes ?

Je repars de l'ANVT, très satisfaite, car avant de venir au Togo, j'avais pour objectif de trouver un contenu pour mettre en œuvre un Programme Innovant de Volontariat (PIV) de développement national au Bénin et au bout d'une semaine avec l'ANVT le PIV s'est RÉVÉLÉ à moi.

Je m'en voudrais de terminer mes propos sans remercier les personnes ci-après :

– Mon Directeur Général, Mon-

sieur Urbain AMEGBEDJI, pour sa confiance ;

– Le Directeur Général de l'ANVT, Dr Omar AGBANGBA pour son soutien ;

– Le Directeur des Opérations, Monsieur Edem AGODE, mon professeur à qui je fais un clin d'œil spécial, car il m'encadre à l'Université de Kara dans le domaine du volontariat ;

– M. Thierry DEBRIS et Mme Sylvie DAGBA de France Volontaires ;

– Je n'oublie pas les autres collègues de l'ANVT.

**Merci et bon retour au Bénin !**

Merci.

ANVT TOGO

Deuxième congrès statutaire de l'UNIR

## L'actualité politique avec en perspective le calendrier électoral au cœur des discussions

*Lomé, 26 fév. (ATOP) - Mille cinq cents délégués issus de toutes les préfectures du Togo du parti politique Union pour la République (UNIR) réfléchissent sur la vie du parti, l'actualité politique avec en perspective le calendrier électoral et l'actualisation des textes fondamentaux au deuxième congrès statutaire de l'UNIR qui s'ouvre ce lundi 26 février à Kara selon un communiqué du parti publié en ce jour.*

Le Togo organise un double scrutin législatif et régional le

samedi 20 avril prochain. Ces élections permettent au pays de renouveler la repré-

sentation nationale dont le nombre de députés est dorénavant passé de 91 à 113 et

d'élire les premiers conseillers régionaux de l'histoire du pays.

Pour le parti UNIR, conformément à la pratique de dialogue et de recherche de consensus au sein de la classe politique, un décret a été pris le 23 février en tenant compte des propositions formulées par les acteurs politiques au sujet des dispositions initialement fixées pour ces élections législatives et

régionale, notamment celles relatives à la date des élections et au montant du cautionnement. Dans cette perspective, le « parti UNIR, majoritaire dans la législature en cours et au sein des conseils municipaux, se prépare activement à mobiliser ses militants dans toutes les circonscriptions électorales du pays pour solliciter le suffrage des électeurs pour les consultations de 2024 ».

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 23 février 2024

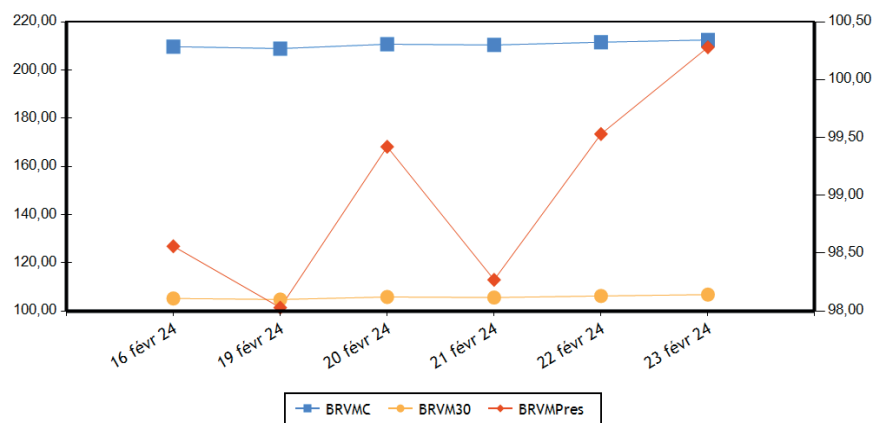
N° 38

<b>BRVM COMPOSITE</b>	<b>212,47</b>
Variation Jour	0,44 %
Variation annuelle	-0,78 %

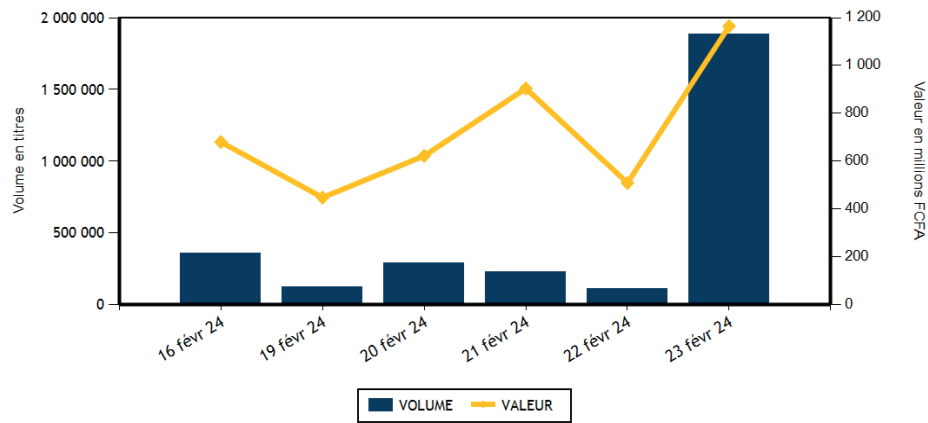
<b>BRVM 30</b>	<b>106,83</b>
Variation Jour	0,54 %
Variation annuelle	-0,95 %

<b>BRVM PRESTIGE</b>	<b>100,28</b>
Variation Jour	0,75 %
Variation annuelle	-1,17 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	7 904 436 094 909	0,44 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 803 240	1 651,76 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	393 226 465	-3,90 %
Nombre de titres transigés	40	5,26 %
Nombre de titres en hausse	12	9,09 %
Nombre de titres en baisse	15	50,00 %
Nombre de titres inchangés	13	-23,53 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 301 462 398 525	0,03 %
Volume échangé	81 314	698,14 %
Valeur transigée (FCFA)	771 834 867	672,32 %
Nombre de titres transigés	7	133,33 %
Nombre de titres en hausse	3	50,00 %
Nombre de titres en baisse	2	
Nombre de titres inchangés	2	100,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL SN (TTLS)	2 430	6,11 %	-2,80 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	800	3,90 %	-4,76 %
SETAO CI (STAC)	780	3,31 %	-13,33 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	9 500	2,15 %	2,15 %
SONATEL SN (SNTS)	17 850	2,00 %	-0,72 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
VIVO ENERGY CI (SHEC)	730	-7,01 %	-7,59 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 260	-6,32 %	-5,26 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	17	-5,56 %	-10,53 %
UNIWAX CI (UNXC)	530	-3,64 %	-0,93 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 000	-3,23 %	-6,25 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	100,28	0,75 %	-1,17 %	52 869	281 019 625	6,59
BRVM-PRINCIPAL	36	102,74	-0,11 %	-1,17 %	1 750 371	112 206 840	12,94

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	102,66	0,13 %	1,61 %	9 261	8 508 665	40,93
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	524,43	1,20 %	-1,32 %	6 096	50 872 685	8,17
BRVM - FINANCES	15	86,06	-0,60 %	-0,42 %	1 738 843	214 457 175	6,49
BRVM - TRANSPORT	2	360,80	-1,30 %	9,02 %	1 267	1 884 580	7,99
BRVM - AGRICULTURE	5	160,16	0,76 %	-0,87 %	17 382	67 995 600	7,12
BRVM - DISTRIBUTION	7	317,39	1,62 %	-3,30 %	30 295	49 434 305	11,14
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	962,43	3,31 %	-13,33 %	96	73 455	-

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché	10,10
Taux de rendement moyen du marché	8,48
Taux de rentabilité moyen du marché	9,50
Nombre de sociétés cotées	46
Nombre de lignes obligataires	135
Volume moyen annuel par séance	321 450,00
Valeur moyenne annuelle par séance	714 929 777,96

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	41,91
Ratio moyen de satisfaction	88,82
Ratio moyen de tendance	211,93
Ratio moyen de couverture	47,19
Taux de rotation moyen du marché	0,16
Prime de risque du marché	4,15
Nombre de SGI participantes	31

**Définitions**

- Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
- Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
- Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
- Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
- Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
- Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottant)
- PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
- Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
- Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
- Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**  
 Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma  
 Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01  
 Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85  
 Fax : +225 20 32 66 84  
 E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

**PAYS DE L'UEMOA**



L'Institut national de la statistique (INS)

## Ralentissement de l'activité économique au 3e trimestre 2023, au Cameroun

*(Investir au Cameroun) - Dans sa récente analyse sur les comptes nationaux trimestriels publiée le 19 février 2024, l'Institut national de la statistique (INS) indique que le troisième trimestre de l'année 2023 est marqué par un ralentissement de l'activité économique, traduit par une croissance du PIB de 2,5% par rapport au trimestre correspondant en 2022. « Avec une croissance de 3% et une contribution de 1,5 point à la croissance du PIB, le secteur tertiaire demeure néanmoins le moteur de la croissance à fin septembre 2023 », précise le rapport. Ce rythme de croissance, explique l'INS, est en ralentissement par rapport à la hausse de 5% enregistré au deuxième trimestre 2023, en lien avec la baisse de régime de certaines branches d'activités telles que le commerce et les transports.*

Selon le statisticien national, les activités de commerce et de réparation ont connu une décélération prononcée (2,7% après 6,6%) au cours de ce trimestre, mais conservent

la meilleure contribution de 0,3 point parmi les branches du secteur. De même, les services de transport, entreposage et communication ont ralenti avec une progression de 1,5% au troisième tri-

mestre 2023 après avoir enregistré une hausse de 3,9% le trimestre précédent.

L'INS indique par ailleurs que les services non marchands fournis par l'administration publique (santé et

éducation) ont également fiché une baisse de régime en évoluant de 2,1% ce trimestre après avoir atteint 4,8% au deuxième trimestre. Dans le même temps, révèle le rapport, la croissance du secteur tertiaire s'est renforcée par l'embellie observée dans les branches des services de l'information et communication (+9,1%, correspondant à une contribution de 0,2 point à la croissance du PIB du trimestre) et des services financiers (+9,5%).

En ce qui concerne les ser-

vices d'hébergement et restauration, précise le rapport, la tendance haussière observée depuis le premier trimestre 2023 s'est poursuivie ce trimestre avec une croissance de 4,8%. En gros, le secteur tertiaire a ainsi généré 3197,1 milliards de FCFA au cours de ce trimestre, contre 1087 milliards FCFA pour le primaire et 1404,3 milliards FCFA pour le secondaire. Quant aux apports des deux premiers secteurs (primaire et secondaire), ils sont ressortis respectivement à 0,6 point et 0,2 point à la croissance du PIB.

Tourisme

## Les arrivées de touristes étrangers ont atteint 8,48 millions de visiteurs en 2023, enregistrant une hausse de 48,9%

*Les touristes en provenance des autres pays africains représentent plus de 75% du total des arrivées, grâce notamment à l'attrait de la destination pour les visiteurs originaires du Zimbabwe et du Kenya.*

Les arrivées de touristes étrangers en Afrique du Sud ont atteint 8,48 millions de visiteurs en 2023, enregistrant ainsi une hausse de 48,9% par rapport à 2022, selon des données publiées

fin janvier 2024 par l'Agence sud-africaine de statistiques (Stats SA).

Les touristes originaires des autres pays du continent africain, dont le nombre s'élève à 6,4 millions, représentent

75,6% du total de ces arrivées grâce notamment à la hausse du nombre de visiteurs provenant du Zimbabwe et du Kenya, a-t-on précisé de même source.

Les arrivées de touristes en provenance de l'Europe ont atteint 1,2 million durant l'année écoulée contre 455 901 visiteurs originaires des Amériques et 199 308 touristes asiatiques.

« La reprise du secteur peut être attribuée aux efforts constants visant à présenter l'Afrique du Sud comme une destination touristique accueillante et responsable, en mettant en avant des expériences qui correspondent aux attentes des voyageurs intrépides et soucieux de l'économie verte », s'est félicité la ministre du Tourisme, Patricia de Lille.

Selon le Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), l'industrie sud-africaine du tourisme et du voyage devrait croître à un taux moyen de 7,6 % par an, d'ici 2032. Elle devrait représenter 7,4% du PIB du pays et générer plus de 800 000 emplois à cet horizon.

ecomnewsafrique.com

Congrès de la téléphonie mobile

## À Lubumbashi, les avancées de la fibre optique très attendues

*Ce lundi s'ouvre à Barcelone, le grand congrès de la téléphonie mobile (Mobile World Congress). Plus de 50 000 professionnels de l'industrie sont attendus en Espagne pour parler des avancées dans le domaine... Sur le continent, la pénétration du haut débit est encore limitée. En RDC par exemple, seulement 20% de la population est connectée et à un coût élevé. Toutefois, des efforts sont fournis par le gouvernement afin d'attirer de plus en plus d'investisseurs dans le secteur du numérique. C'est le cas à Lubumbashi, où une nouvelle ligne de fibre optique est en train d'être installée.*

Aux coins de plusieurs avenues de la ville de Lubumbashi, deux tuyaux de couleur bleu et orange sortent des terres. Ils vont bientôt abriter une ligne de fibre optique. L'entreprise privée Telmec Solution est en charge des travaux, Innocent Sema est l'un des superviseurs. « Présentement, nous travaillons sur le plan de la ceinture de la ville de Lubumbashi, explique-t-il. À certains endroits, on a même déjà posé la fibre optique comme dans la com-

mune de Kenya au centre-ville et certaines antennes sont déjà connectées. »

Cependant, les clients vont encore devoir patienter un peu pour pouvoir bénéficier du haut débit, précise-t-on dans l'entreprise. Une fois qu'elle sera mise en service, une équipe en charge de la connexion pourra venir faire le nécessaire. « Le client paye, et on connecte sa maison ou son entreprise. Ensuite, il aura une facture de consommation mensuelle. Il aura un code. C'est une très bonne connexion

», précise Daniel Baluza, un autre agent de l'entreprise Telmec Solution.

Une très bonne connexion pourrait augmenter le taux de pénétration d'Internet en RDC – selon le ministère du numérique, plus de 82 % des Congolais n'y ont pas accès – et participer au développement des activités économiques. Daniel Kanyinda, directeur de Dani Web-Expert, une start-up du secteur du numérique, espère grâce à cela doubler ses activités. « Cela aura un impact sur nos acti-

vités. On peut offrir de bons services dans le domaine de la santé, de l'éducation et même du commerce avec l'application e-commerce », se réjouit-il.

L'arrivée en RDC de ce nouveau fournisseur suscite l'espoir chez plusieurs opérateurs économiques pour qui une bonne connexion internet est primordiale au quotidien. Aref Hachicha est le directeur adjoint du centre médical Diamant de Lubumbashi. Ici, tous les services sont informatisés : « Ça nous donne une seule connexion, plus stable, plus fluide, mais ça nécessite toute une infrastructure. Mais c'est bon, il y a des signes qui montrent qu'on essaye d'améliorer », dit-il.

À Lubumbashi, en plus de la société commerciale des postes et télécommunication qui propose ce service, deux entre-

prises se sont également lancées sur le marché. Mais son coût est élevé et la qualité de la connexion n'est pas toujours au rendez-vous. « Pour avoir une bonne connexion internet, il nous faut au moins 700 dollars. Et lorsque nous voulons nous connecter à la fibre optique, le coût d'installation est élevé et la facture mensuelle n'est pas aussi moindre », explique Fiston Mukendi, chargé de l'administration du centre international de formation au développement du capital humain (HCDIC).

La connexion des 80% de Congolais qui n'ont pas encore accès à la fibre devrait prendre du temps. Selon le ministère des Postes et télécommunication, il faudrait au moins 50 000 km de fibre optique pour couvrir l'ensemble du pays.

rfi.fr



Secteur maritime

# Des trafiquants d'espèces protégées du Brésil arrêtés aux larges du Togo

*La marine togolaise a saisi le 9 février dernier un navire transportant des espèces protégées en provenance du Brésil. A bord, il y avait un brésilien et 3 autres individus de nationalités différentes. L'interpellation a eu lieu lorsque le navire, à 30 km de la côte togolaise a demandé secours, ses moteurs étant défectueux. Les trafiquants ont été appréhendés. Les autorités des deux pays ont éclairé la lanterne du public vendredi sur le sujet.*

La rencontre s'est tenue en présence du Colonel Neyo Takougnadi, préfet maritime et Nei Bitencourt, ambassadeur du Brésil au Togo, accompagné d'une délégation de la police fédérale du Brésil. Selon les informations, les faits remontent au 9 février dernier, aux alentours de 16 heures, où les services de la préfecture maritime ont été alertés d'un incident en mer. Un voilier nécessitait une assistance, ses moteurs étant défectueux. Rapidement, la Marine nationale a été mobilisée pour porter secours à l'embarcation en difficulté. À bord, une découverte choquante attendait les sauveteurs : 19 Tamarins Lion dorés, communément appelés singes, ainsi que 12 perroquets arara, d'une taille imposante. Face à cette situation délicate, une équipe pluridisciplinaire a

été constituée, regroupant diverses administrations afin de coordonner au mieux les opérations de sauvetage et d'assistance. Cependant, lors de l'inspection du navire, les singes étaient introuvables et 3 membres de l'équipage étaient portés disparus. Les autorités ont immédiatement lancé des recherches, soutenues par des informations de la population locale signalant le débarquement suspect d'équipages non autorisés sur les côtes. Les investigations ont rapidement révélé un trafic international d'espèces protégées. Les Tamarins Lion dorés, une espèce rare exclusivement présente dans la forêt atlantique de l'État de Rio de Janeiro, et les perroquets arara, endémiques d'une région isolée de l'État de Bahia, étaient destinés à être vendus illégalement sur le marché inter-

national. Le commandant du navire a été appréhendé alors qu'il tentait de traverser la frontière avec les animaux. Déclenchant une série d'actions légales et opérationnelles pour mettre fin à ce trafic criminel, les membres de l'équipage ont été soumis à des interrogatoires et des procédures judiciaires en vue de répondre de leurs actes devant la justice. « L'ampleur de ce réseau de trafic d'espèces protégées souligne l'importance d'une collaboration internationale dans la lutte contre ce type de crime organisé. L'intervention rapide des autorités togolaises et l'engagement de la population locale ont permis de mettre un terme à cette activité illicite et de sauver les animaux impliqués », a fait savoir Neyo Takougnadi, capitaine de Vaisseau.



**Espèces protégées du Brésil**  
Pour sa part, l'ambassadeur du Brésil au Togo, Nei Bitencourt, a salué l'action des autorités togolaises. « Merci au Togo et à toute sa population d'avoir sauvé nos animaux. Merci beaucoup pour cette leçon de respect de la nature », a-t-il dit. Cet incident met en lumière les défis persistants auxquels sont confrontées les autorités maritimes dans la protection de la biodiversité et la lutte contre le trafic d'espèces protégées. Il souligne également l'importance d'une vigilance continue de la part des administrations

et de la population côtière pour prévenir de telles activités criminelles en mer. Les deux pays ont promis de poursuivre les enquêtes pour démanteler efficacement ces réseaux criminels et garantir que de tels actes soient sévèrement réprimés. Notons que cette saisie s'inscrit dans le cadre de la convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvage menacées d'extinction (CITES) dont le Togo est signataire. [togobreakingnews.info](http://togobreakingnews.info)

Construction de puits de forage pour le développement rural au Togo

# Le ministre d'Etat, Yark Damehame lance les travaux de la phase 5 du programme Saoudien à Sotouboua

*Le ministre d'Etat, ministre de l'Eau et de l'Hydraulique Villageoise, le Général de Brigade, Yark Damehame a officiellement lancé les travaux de la phase 5 du « Programme Saoudien de puits de forage pour le développement rural au Togo », le samedi 24 février à Kazaboua, à 25 km au sud-est de Sotouboua.*

Sotouboua, 25 fév. (ATOP) — Cette cérémonie marque le démarrage des travaux de construction de ces infrastructures destinées à améliorer les conditions de vie de la population togolaise par l'accès à l'eau potable. La phase 5 de ce programme prévoit la réalisation de 17 mini-adductions d'eau potable et 15 postes d'eau autonomes équipés de système solaire dans les régions des Plateaux et Centrale permettant ainsi d'étendre l'accès à l'eau potable aux communautés qui en ont besoin. Le coût total de ce programme est estimé à deux milliards cinq cent millions de francs (2.500.000.000) de F CFA, financé par le Fonds Saoudien de développement dans son programme de puits de forage

pour le développement rural en Afrique, phase 5. Le ministre d'Etat, le Général de Brigade Yark Damehame a indiqué que l'ambition du gouvernement est de garantir l'accès équitable à l'eau potable à au moins 80% de la population togolaise d'ici à 2030 avec plusieurs variantes à savoir, 95% en milieu rural, 65% en milieu semi urbain et 75% en milieu urbain. « Toutes ces réalisations permettront d'éviter à notre population des maladies hydriques et diarrhéiques », a-t-il souligné. Le ministre d'Etat, Yark Damehame a témoigné sa gratitude au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé pour sa vision et son engagement à placer l'accès à l'eau potable au cœur des priorités nationales. Il a également exprimé sa reconnaissance au

roi Saoudien, Salmane Ben Abdelaziz Al Saoud et au Fonds Saoudien pour le développement pour leur engagement en vue du développement durable en Afrique. Le ministre d'Etat a convié toutes les populations bénéficiaires à la collaboration, à partager leurs préoccupations et suggestions avec les équipes sur le terrain et à participer aux travaux qui se dérouleront dans leurs communautés pour le succès dudit programme. Le Général de Brigade Yark Damehame a exhorté les entreprises prestataires au professionnalisme et à l'engagement pour l'excellence en réalisant les travaux dans les règles de l'art et dans les délais impartis. Le directeur général du Fonds Saoudien Afrique, Mohamed Alshammari a exprimé sa sa-



tisfaction de voir la phase 5 de ce programme démarré au Togo afin de permettre à toute la population surtout celle des zones rurales d'avoir accès à l'eau potable. « Ce programme est rendu possible grâce aux relations de partenariat et de coopération entre le Togo et l'Arabie Saoudite », a-t-il ajouté. Le préfet de Sotouboua, Pali Tchabi Passabi a remercié le chef de l'Etat, Faure Gnassingbé et ses partenaires pour ce programme qui permet aux populations de disposer de cette

denrée vitale qu'est l'eau potable à proximité afin d'être protégé des maladies hydriques. Il a promis une collaboration avec les entreprises prestataires pour la bonne exécution des ouvrages. La cérémonie de lancement a connu la présence des députés de la préfecture, des maires des communes de Sotouboua, des autorités administratives, des chefs traditionnels, des responsables des services déconcentrés de l'Etat et une foule de population.





# ECO-SPIRULINE

## TOP SANTÉ NATURELLE

### A UNE ACTION IMMUNO-STIMULANTE ET ANTI-VIRALE

Riche en **Protéine** qui assure le développement harmonieux et la force musculaire;  
 en **Béta-carotène** qui est un précieux anti-oxydant;  
 en **Fer** qui lutte contre l'anémie (après une crise de paludisme une cure de spiruline-citron s'impose pour pallier au manque de fer);



LA FERME  
ECO-SPIRULINE  
AGOU-  
NYOGBO

La **PHYCOCYANINE** (Or bleu de la spiruline) est un important stimulant du système immunitaire

### LA MICROALGUE DE NUTRITION SANTÉ

Toutes les classes de la Vitamine B surtout **La Vitamine B12** qui joue un rôle dans la:

- Formation des globules rouges
- Protection du Système nerveux
- Réparation de l'ADN

LOMÉ (+228) 92 00 40 76 / 92 06 65 95 AGOU (+228) 99 69 96 67  
 E.mail : ecospiruline01@gmail.com